



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination
et du Soutien Interministériels**

Bureau de l'environnement

Affaire suivie par : Emilie ZANETTI

Tél : 05 49 08 69 57

Mel : emilie.zanetti@deux-sevres.gouv.fr

Le préfet

COOPERL ARC ATLANTIQUE

ZI de VERDEUIL

79800 STE EANNE

Niort, le **05 JAN. 2026**

Prise d'acte n° A6626

Madame, Monsieur,

Vous exploitez une installation d'abattage sur la commune de SAINTE EANNE qui bénéficie, au titre de la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), des arrêtés n° 2945 du 09 janvier 1998 complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 3414 du 16 août 2000, n° 4162 du 4 mars 2004, n° 5149 du 12 octobre 2011 et n° A 6573 du 4 avril 2025 pour une capacité de production de 450 tonnes par jour.

Compte tenu de sa capacité de production, l'établissement relève du champ d'application de la Directive IED. À ce titre, vous m'avez fait parvenir, le 18 décembre 2024, un dossier de réexamen tel qu'il s'impose à votre établissement en application de ladite directive.

Après examen de ce dossier par l'Inspection des installations classées, je vous informe que le dossier a été jugé complet et conforme à l'article R. 515-72 du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-5 du Code de l'Environnement, une copie du rapport d'examen de l'Inspection de l'environnement est jointe au présent courrier.

.../...

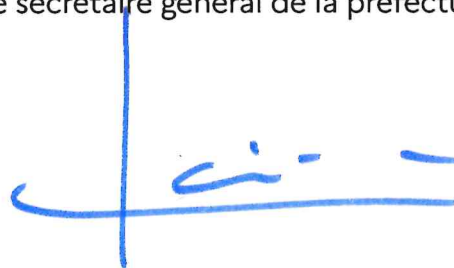
Compte tenu de la situation de votre établissement, des prescriptions techniques d'ores et déjà imposées et de vos engagements en termes de mise en œuvre des MTD applicables, ce rapport conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les dispositions des arrêtés préfectoraux en vigueur.

Il est toutefois rappelé qu'il convient de respecter les dispositions de l'**arrêté ministériel du 31 mars 2025** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique n° 3641 ou 3710 pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique n°3641 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui seront opposable à compter de 19 décembre 2027 aux installations existantes.

Je prends donc acte, conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement, de votre déclaration dans le cadre du réexamen de vos conditions d'exploitation, qui pourra vous être opposée par la suite lors des contrôles réalisés par l'inspections des installations classées.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'P' followed by a series of loops and a horizontal line.

Patrick VAUTIER